

AMNESTY INTERNATIONAL

Déclaration publique

Index AI : ASA 20/028/2010 (Public)

ÉFAI

28 septembre 2010

Inde. Le groupe maoïste armé qui détient des policiers du Chhattisgarh en otages doit les laisser partir immédiatement

Le Parti communiste indien (maoïste), groupe armé d'opposition, doit immédiatement cesser de retenir en otages les quatre policiers de l'État du Chhattisgarh qu'il détient toujours depuis leur enlèvement le 19 septembre à la frontière avec l'État voisin de l'Andhra Pradesh et garantir leur sécurité et leur bien-être pendant leur détention, a déclaré Amnesty International.

Les corps de trois autres policiers – Obedam Tirkey, Nandlal Bhosle et Irpa Krishnan – qui avaient été enlevés le même jour par les maoïstes, ont été retrouvés par la police du Chhattisgarh le 21 septembre dans les forêts qui bordent la frontière entre les deux États.

Les 25 et 26 septembre, des tracts écrits à la main ont été trouvés sur les routes entre les deux États, sommant les autorités d'annoncer dans les 48 heures qu'elles allaient mettre fin aux opérations en cours contre les maoïstes, cesser de prendre pour cibles les villageois *adivasis* (aborigènes) et libérer toutes les personnes arrêtées pour avoir soutenu les maoïstes. Sinon, avertissaient les tracts, les trois policiers seraient tués.

C'est la deuxième fois qu'un tel scénario se produit en l'espace d'un mois. Le 4 septembre, les maoïstes avaient relâché trois des quatre policiers qu'ils avaient pris en otages dans le district de Lakhisarai, dans l'État du Bihar à l'est du pays ; le corps criblé de balles du quatrième policier enlevé, Lucas Tete, avait été découvert la veille.

La prise d'otages est prohibée par le droit international. Il est contraire aux principes fondamentaux de l'humanité, tels que les consacre le droit international humanitaire, de capturer ou détenir des personnes et de menacer de leur faire du mal ou de les tuer si les autorités ne satisfont pas aux exigences des ravisseurs. Amnesty International demande instamment aux maoïstes de cesser de menacer de tuer ou de blesser ces policiers et de garantir leur vie et leur sécurité.

L'ultimatum fixé par les maoïstes pour leur libération expire le 28 septembre, alors même que les autorités de Chhattisgarh ont rejeté les exigences des maoïstes. Aux dernières informations, les autorités essayaient de prendre contact avec les maoïstes à travers plusieurs intermédiaires.

La confrontation entre le Parti communiste indien (CPI, maoïste) interdit et les forces de sécurité dans plusieurs États de l'Inde dure depuis des années et s'est encore intensifiée en juillet 2010 après la mort du porte-parole des maoïstes, Cherukuri Rajkumar alias Azad et d'un journaliste freelance Hemchandra Pandey qui auraient été exécutés sommairement par des membres des forces de sécurité indiennes alors qu'ils se rendaient en Andhra Pradesh en vue de l'ouverture de pourparlers de paix.

Dans plusieurs États, notamment au Chhattisgarh, des civils sont régulièrement la cible d'homicides, d'enlèvements et autres atteintes aux droits humains par les forces de sécurité et les maoïstes dans le cadre de ces affrontements.